

Faire face aux situations critiques – amener l'église locale à s'impliquer

Une étude de cas détaillée du Nord Kenya

1. Résumé

Si les leaders des églises locales reçoivent des agences une aide pour leur mobilisation ainsi qu'une facilitation, toutes appropriées, ils peuvent jouer un rôle essentiel dans la recherche des solutions aux problèmes auxquels leurs communautés sont confrontées et qui menacent la vie.

2. A quels niveaux d'intervention cette étude de cas se focalise-t-elle?

- Au niveau de l'église locale et entre les différentes dénominations
- Au niveau des leaders communautaires locaux
- Au niveau gouvernemental

3. Quels pourraient être les futurs utilisateurs de l'approche utilisée dans cette étude de cas?

Les ONG, les ONG internationales et d'autres tierces personnes qui croient que les églises locales ont une contribution à apporter dans la réponse aux problèmes critiques auxquels leurs communautés sont confrontées.

4. Le problème auquel les communautés font face

Le problème était que les églises évangéliques locales n'avaient pas la compréhension, la vision et les savoir faire nécessaires pour affronter les problèmes de sécheresse, de VIH et Sida et de conflit auxquels leurs peuples étaient confrontés.

5. Objectif de l'intervention

L'objectif de l'intervention consistait à s'assurer que les églises évangéliques locales, à travers des leaders à qui la vision avait été transmise, apportent leurs contributions spécifiques à la recherche des solutions aux problèmes urgents auxquels leurs peuples étaient confrontés dans une situation de sécheresse, et encouragent les églises à travailler avec d'autres agences et institutions au cours du processus.

6. Contexte

Marsabit est situé dans la province de l'Est du Kenya. C'est le deuxième district du pays avec une superficie de 66.000 km² et une population estimée à 125.000 habitants. Environ 75 pour cent de ce district sont classés comme terres arides et semi-arides (ASAL). Marsabit est vulnérable aux sécheresses et, tout particulièrement, ce district a été sévèrement touché par les sécheresses de 2004-2005. Il en est résulté des niveaux de malnutrition excédant les seuils critiques et des pertes de bétail atteignant 70 pour cent. Marsabit a trois catégories de moyens de subsistance : les activités pastorales, les activités agro pastorales et les emplois formels/les affaires. Cependant, la plupart de ses habitants sont des pasteurs qui élèvent des troupeaux mixtes composés de chèvres, de chameaux et de bœufs. La rareté des ressources, notamment en eau et en pâturage, a été à l'origine de disputes entre les tribus, en particulier entre les Rendille et les Gabbra concernant la source d'eau appelée Yel dans la localité de Beleisa. Chacune des deux tribus prétend que Yel fait partie de son territoire. Marsabit souffre de niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité et de niveaux bas d'éducation. L'incidence du VIH dans le district est de 2,1 pour cent (2004-2005).

Il y a dans le district une petite population chrétienne dispersée à travers nombre de petites églises relevant de différentes dénominations. Dans la zone, il existe des services gouvernementaux avec des fonctionnaires, des magistrats et la police. Le peuple est représenté par des responsables politiques élus et, au plan traditionnel, par des anciens issus des tribus. Les infrastructures ne sont guère bonnes et les distances entre les centres sont longues. Seules quelques ONG travaillent dans la région.

7. Histoire et processus

L'Equipe de Gestion des Catastrophes (DMT) de Tearfund a démarré son programme Nord Kenya en juin 2006, avec dix zones opérationnelles dans les départements de Korr et Loiyangalani, tous situés dans le

Etude de cas détaillée

district de Marsabit. La DMT a mené des activités liées à la santé, à la nutrition et à la mobilisation de la communauté. Un des objectifs de la DMT était d'établir des relations de confiance et de bonne compréhension avec les églises locales et de les encourager à servir et à s'impliquer dans les problèmes au sein de leurs communautés. A cette fin, un responsable de la mobilisation de l'église (CMO) a été nommé en novembre 2007, six mois après le début du programme. Son cahier de charges consistait à renforcer les capacités des églises locales afin que celles-ci s'impliquent dans la réponse à la sécheresse. Le poste de CMO et le programme sont arrivés à expiration en septembre 2007.

Le CMO a travaillé avec 13 congrégations locales relevant des six dénominations d'église suivantes : « L'African Inland Church (AIC); la Pentecostal Evangelical Fellowship of Africa (PEFA); l'Anglican Church of Kenya (ACK); Trinity Baptist (TB) »; l'église catholique romaine (RC) et « l'International Presbyterian Mission (IPM) ». De manière générale, les églises ont compris que le point de concentration du travail de la DMT était l'aide humanitaire alors que celui de leurs activités était purement spirituel. Elles présumaient que le fait de répondre à une urgence nécessitait d'importantes ressources et savoir faire qu'elles n'avaient pas. Ainsi, en même temps qu'elles avaient des priorités différentes, elles ne voyaient pas comment elles pouvaient contribuer, de manière appropriée, à la recherche des solutions aux problèmes auxquels leurs communautés étaient confrontées.

Au sein de la DMT, le CMO avait accès au personnel ayant de l'expertise en activités de RRC (réduction des risques de catastrophes), en VIH et Sida. Le CMO avait également accès à un autre département des travaux internationaux de Tearfund, distincte de la structure de gestion de la DMT, en l'occurrence les activités du diocèse de "Mount Kenya East" qui se rapportent au « Christian Community Services » (CCS - MKE). Ceci était tout particulièrement important pour le renforcement de la paix.

Le gouvernement a mis en place des Comités de Paix de la communauté (CPC) au sein desquels a maintenant lieu la médiation sur les disputes dans la communauté. Ces comités sont composés d'anciens des tribus, de responsables politiques élus, de responsables officiels et de leaders religieux parmi lesquels des représentants musulmans et catholiques. Avant 2007, ces comités n'avaient pas de représentants protestants.

8. Etapes dans la mise en oeuvre

1. (Novembre 2006 - Février 2007) La première tâche du CMO était d'établir de bonnes relations avec les leaders de 13 congrégations d'églises locales dans les départements de Korr et de Loiyanglani, où la DMT avait des activités. Il devait rectifier le point de vue (erroné) de certaines personnes qui pensaient que la DMT n'était pas une agence chrétienne, qu'elle avait un plan différent et que, au plan pratique, elles ne pouvaient, d'aucune manière, se soutenir les unes les autres. Le CMO s'est employé à réaliser ceci en: (1) rendant visite aux pasteurs et leaders d'église dans leurs communautés, ce qui lui imposait souvent de se déplacer sur de longues distances; (2) invitant les pasteurs à diriger les prières du matin de la DMT sur une base régulière dans ses divers sites d'activités; et (3) encourageant le personnel de la DMT à fréquenter les services religieux du dimanche dans les églises des pasteurs et de se proposer à apporter de l'aide selon leurs possibilités. La mise en place de cette fondation de respect et de compréhension a pris quatre mois avant qu'ils puissent envisager quelques options pour l'avenir.

2. (Mars 2007) Le défi principal consistait à sensibiliser les pasteurs sur le rôle clé qu'eux-mêmes et leurs églises pouvaient jouer dans la recherche des solutions aux besoins de leurs communautés. Une fois la confiance établie, le CMO a réuni les pasteurs pour qu'ils discutent du "Rôle de l'église dans le plaidoyer et de la réduction des risques de catastrophes". A la fin de ces réunions, ils ont identifié un ensemble de problèmes y compris: la dissémination des messages sur l'alerte précoce, les systèmes d'approvisionnement des animaux avant et après la sécheresse, la résolution des conflits, les mutilations génitales féminines, les mariages précoces et la conservation de l'environnement. Parmi ces problèmes, la priorité est allée au partage des systèmes d'alerte précoce (EWS) et on a aussi pensé qu'à ce sujet, l'église pouvait être de quelque utilité. Comme résultat, la DMT a pris attache avec les services officiels qui s'occupent de la collecte des informations sur l'EWS. Ces services ont eu des discussions avec les pasteurs sur la manière dont les églises de ces derniers pouvaient utiliser le bulletin mensuel d'EWS produit pour le district pour partager, du haut de leur chaire, ces informations avec leurs congrégations. Ils ont aussi discuté de la manière d'encourager leurs congrégations à observer les signes (annonçant la sécheresse) à partir des plantes et des oiseaux et en informer les services officiels pour que ceux-ci puissent alimenter leurs systèmes d'information.

3. (Avril 2007) Le renforcement de la paix constituait une autre priorité pour les leaders d'église. En juillet 2006, on avait tiré sur une personne à une source d'eau à Yel et récemment, une jeune fille avait disparu. La tension montait entre les Rendille et les Gabbra. Le CMO a organisé un atelier sur la résolution des conflits à l'intention des leaders de la communauté et de ceux de l'église.

4. (Mai 2007) Le CMO a ensuite discuté (avec les leaders d'église et de la communauté) pour savoir si, oui ou non, il était bon de créer des Comités de Paix basés dans l'église et qui pouvaient envoyer un représentant auprès des Comités de Paix de la communauté relevant du gouvernement. A la fin, il a été décidé que les églises protestantes devraient unir leurs forces pour désigner leurs représentants auprès des Comités de Paix de la communauté (CPC), comme les catholiques le font pour leur commission Justice et Paix (CJPC).

Etude de cas détaillée

5. (Juin 2007) Lorsque les leaders d'église sont tombés d'accord sur ce point et ont choisi leurs représentants, le CMO a eu à demander au gouvernement et aux chefs locaux d'inclure ces représentants dans le CPC. Au départ, il a rencontré une résistance de la part des chefs qui estimaient que la représentation que l'église avait déjà et qui était de 4 personnes dans un comité de 24 membres, était suffisante. Les chefs se faisaient du souci quant à l'éventualité de négocier avec une base de pouvoir de l'église renforcée, qui devait éventuellement passer à dix représentants sur un effectif officiel de 30 membres avec la représentation des églises protestantes.

6. (Juillet 2007) Le CMO s'est rendu compte que, bien qu'on n'en parlât pas ouvertement, on se faisait de plus en plus de soucis concernant le VIH et le Sida. Il a invité le personnel de la DMT à organiser une formation de base sur le sujet. Un atelier de suivi a été organisé en septembre et les leaders d'église y ont convenu d'augmenter la sensibilisation sur ce sujet en en parlant aux services religieux du dimanche. Ils ont aussi exhorté les membres de la congrégation à visiter les centres de counselling et de dépistage volontaires aux chefs-lieux du district ou dans d'autres localités voisines.

7. (Août 2007) Il devenait clair que l'on ne pouvait pas, de manière efficace, résoudre la dispute à Yel sans prendre attache avec les Gabbra dont le territoire se situait en dehors de la zone des opérations de la DMT. Le CMO a contacté la CCS-MKE, un partenaire de Tearfund. La CCS avait des relations étroites avec des églises en territoire Gabbra. On s'est accordé sur le fait que la DMT devrait venir en aide à la CCS pour une formation en résolution des conflits en juillet dans le district de Maikona. Cependant, ce rendez-vous a dû être reporté au mois d'août.

8. (Septembre 2007) A l'initiative de la DMT et de la CCS, les leaders Rendille et Gabbra ont eu une rencontre en présence des représentants du gouvernement et de ceux des Comités de Paix. A la fin de la réunion, on a conclu que, tant qu'il n'y aurait pas des cartes clairement conçues des zones qui faisaient l'objet de dispute, les conflits devraient se poursuivre. Le gouvernement s'est engagé à résoudre ce problème critique.

9. (Fin septembre 2007) Le poste de CMO est arrivé à échéance.

9. Durée du programme mené par le CMO

Dix mois: de novembre 2006 à septembre 2007.

10. Ressources nécessaires pour le programme

- Financières
- Dépenses opérationnelles de 56.000 Shillings Kenyans (Ks), avec un montant additionnel de 160.000 Ks autorisé pour les pourparlers de paix de septembre
- Au plan des atouts
- Une base sur laquelle organiser des ateliers
- Humaines
- Expertise en approches de résolution de conflits au niveau local
 - La volonté de se faire mutuellement confiance de la part des églises locales avec différentes fidélités au niveau des dénominations et des ethnies

11. Indicateurs de suivi

1. Le temps prévu au début pour établir de bonnes relations avec les leaders des églises locales
2. Le degré de confiance que les pasteurs affichent par rapport aux motivations et au programme de l'ONG
3. Le degré auquel toutes les parties (églises, autorités locales etc) peuvent identifier les problèmes majeurs auxquels ils doivent faire face et s'accorder là-dessus.
4. Le degré auquel les leaders d'église se rendent compte qu'ils ont un rôle à jouer dans la résolution des problèmes
5. L'aisance avec laquelle les églises de différentes dénominations sont capables de désigner des représentants pour siéger dans des organismes plus grands
6. La participations aux forums et le suivi des plans d'action qui y sont élaborés.

12. Impact

1. Les pasteurs ont une nouvelle compréhension et un nouvel engagement à prendre une part active dans la recherche des solutions aux problèmes de la communauté.
2. Ils ont établi de bonnes relations avec les pasteurs d'autres églises.
3. Ils se sont engagés et ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il recherche des solutions aux principaux problèmes qui ont de l'importance pour eux.
4. Le gouvernement et d'autres groupes représentatifs doivent maintenant travailler avec une présence d'église renforcée dans les Comités de Paix.
5. La CCS-MKE, une organisation locale partenaire de Tearfund, peut poursuivre les activités relatives au renforcement de la paix (La DMT ne travaille plus dans cette zone).

13. Défis

1. De grandes distances entre les églises dans la zone du programme. Il aurait été facile pour l'ONG de prêter une plus grande attention aux églises proches de sa base.
2. Convaincre les petites églises qu'elles ont un rôle à jouer pour créer la différence par rapport à d'importants problèmes courants de grande envergure.
3. La tendance des églises, évangéliques surtout, à avoir une façon de penser fermée sur elles-mêmes. Le défi consiste à les encourager à s'engager et à travailler en réseau avec les autres églises qui n'ont pas les mêmes valeurs et doctrines.
4. La possibilité que les populations peuvent exprimer un ensemble de préférences différentes de celles de l'agence. Trouver des activités qui vont convenir aux deux programmes est un important défi.
5. Le coût du renforcement de la paix. Les bailleurs de fonds, cependant, sont prudents lorsqu'il s'agit d'approuver des budgets pour des rubriques comme les voyages et l'hébergement des délégués participant à des forums de paix.
6. La complexité du renforcement de la paix. Sur l'axe vertical, il existe plusieurs centres de prise de décisions à différents niveaux de la hiérarchie d'un groupe ethnique. Il existe aussi plusieurs centres de prise de décisions qui se chevauchent entre les groupes ethniques, les responsables officiels, et les responsables politiques sur le même territoire. Impliquer tous ces groupes d'intérêt dans le processus à des points où ils peuvent avoir de l'influence, est une tâche extrêmement complexe.

14. Questions critiques et leçons apprises

1. Au début du programme, l'agence externe, telle que la DMT, doit mener une enquête de base des églises dans sa zone d'opérations. On ne saurait présumer que les églises partagent des approches communes et que les relations entre elles sont bonnes. Cette évaluation devrait être menée par le chef du programme.
2. Une fois que l'on sait clairement avec qui l'agence doit travailler et sous quelles conditions, alors le CMO peut entamer la tâche de faire en sorte que ces relations deviennent des relations de confiance. Le temps passé à la mise en place des relations – dans ce cas quatre mois – peut ressembler à un luxe qui prend beaucoup de temps, mais c'est du temps bien utilisé.
3. Le fait que le CMO était lui-même un pasteur a facilité davantage la mise en place des relations de confiance avec les églises.
4. Les interventions visant à résoudre les priorités des pasteurs des églises étaient celles que l'on poursuivait avec le plus d'enthousiasme.
5. Les leaders d'églises doivent être des personnes locales. Ceci leur permet d'avoir une grande crédibilité dans les forums de négociation, dans la mesure où ils peuvent parler au nom de leurs peuples même s'ils n'appartiennent pas à l'un ou l'autre groupe.
6. Une intervention de dix mois par le CMO est trop courte pour pouvoir changer les attitudes. Une opportunité d'accompagner les pasteurs dans l'action et la réflexion sur une plus longue période est nécessaire. Par exemple, le suivi du travail accompli sur l'EWS et le VIH et Sida a été interrompu du fait que le temps était court. Le processus de renforcement de la paix a été laissé entre les mains d'une autre agence.
7. La zone d'opération de l'ONG peut ne pas coïncider avec la zone géographiquement couverte par le problème que l'on cherche à régler, dans ce cas la dispute concernant la source d'eau à Yel. La leçon à en tirer est la suivante : soit l'ONG cherche à résoudre un problème dans le cas où toutes les parties impliquées résident dans sa zone d'intervention, soit, comme dans ce cas, elle établit des relations avec une agence ayant des objectifs semblables (CCS-MKE) et qui jouit de la confiance de l'une des parties qui se trouve en dehors de sa zone d'opération.
8. Il est important pour une agence externe qui cherche à résoudre un problème urgent d'avoir une stratégie de retrait claire. Dans ce cas, une telle stratégie a consisté à s'engager avec une église locale. Une autre stratégie a été de prendre attache avec la CCS-MKE. Cependant, quand le moment de se retirer arrive, dans ce cas après 18 mois, il est important que les problèmes identifiés soient ceux pour lesquels les partenaires locaux ont une vision et la capacité de poursuivre leur résolution. On devrait aussi avoir d'autres agences locales pour les aider à accomplir la tâche.
9. Les églises évangéliques, parce qu'elles sont petites et fragmentées, seront absentes des forums de la société civile, sauf si elles collaborent les unes avec les autres et, comme une seule organisation, demandent à y être intégrées.

15. Potentiel de réplcation

L'approche utilisée dans cette étude de cas peut être reproduite dans des contextes où:

- Il y a une ONG internationale spécialisée ou une ONG locale qui s'est engagée avec les églises évangéliques locales pour les aider à faire face à une situation de catastrophes

Etudes de cas détaillées

- L'agence possède un budget approprié et l'expertise nécessaire bien disponible pour poursuivre cet objectif
- Il y a un engagement au niveau le plus élevé de l'agence d'accorder à cette collaboration avec l'église locale 'l'espace' qu'il faut à cette dernière pour se développer à son propre rythme. Les églises ne doivent pas non plus être forcées d'adopter le programme de l'agence
- Les églises en question ont la volonté de travailler avec d'autres églises qui ne partagent ni leurs valeurs, ni leur doctrine
- Les églises identifient un problème qui est d'une grande importance pour elles toutes
- Les églises bénéficient de l'accompagnement des agences pendant deux ans au minimum.

16. Sources d'information

Joseph Kiminza (Responsable de la mobilisation de l'église, Programme Nord Kenya de la DMT de Tearfund)
Rapports mensuels des opérations du Programme Nord Kenya de Tearfund (Novembre 2006 - Août 2007)
Rapport final de la mobilisation de l'église (Programme Nord Kenya de la DMT de Tearfund Novembre 2006 - Octobre 2007)

Auteur: Andrew Bulmer, 2008